

<https://ricochets.cc/Hors-service-meurtre-policier-en-seine-saint-denis-rappel-d-actes-racistes-recents-7687.html>



Hors service : meurtre policier en seine-saint-denis + rappel d'actes racistes récents

- Les Articles -



Date de mise en ligne : mercredi 3 juillet 2024

Copyright © Ricochets - Tous droits réservés

Toujours plus d'armes, toujours plus d'idéologies et pratiques sécuritaires et néofascistes dans les médias dominants, ça ne change rien, ça fait empirer les choses.

Les flics sont dangereux même hors de leur boulot ! Des policiers et des racistes passent davantage à l'acte avant même le 2e tour, exemples :



Hors service : meurtre policier en seine-saint-denis + rappel sur des actes racistes

HORS SERVICE : MEURTRE POLICIER EN SEINE-SAINT-DENIS

Exécution sommaire ? Un policier hors service travaillant en Seine-Saint-Denis pour la Direction de l'ordre public et de la circulation - DOPC - a abattu un homme qui, selon la presse, s'était introduit chez sa grand-mère.

Les faits ont eu lieu samedi 29 juin au petit matin. Appelé par sa grand-mère qui avait « entendu du bruit » chez elle, l'agent qui n'était pas en tenue et hors service, a débarqué avec son arme à feu. Selon 20 Minutes, il aurait d'abord appelé ses collègues en service, pour interpellier l'intrus, qui tentait vraisemblablement de squatter le logement.

Puis quelques minutes plus tard, il les aurait rappelé alors qu'ils n'étaient pas encore arrivés, pour leur annoncer qu'il avait tiré sur le suspect après s'être senti « menacé ». 7 tirs, dont 6 ont touché l'homme, qui est décédé.

Le policier a été « déféré ce lundi devant le juge d'instruction, le parquet sollicitant l'ouverture d'une information judiciaire pour meurtre ». Une procédure rarissime pour un agent.

Ce policier tireur aurait pu intervenir sans arme, ou tout simplement attendre l'intervention de ses collègues en tenue. Il a préféré agir seul, pistolet au poing, et tirer 7 fois.

La conséquence d'une série de mesure permettant aux policiers de garder leurs armes, même en dehors du travail

Ce décès est la conséquence d'une série de mesure permettant aux policiers de garder leurs armes, même en dehors du travail. Lors de l'état d'urgence en 2015, le gouvernement avait autorisé les policiers à garder leurs armes chez eux hors du temps de service. Puis l'année suivante, il avait étendu l'usage des armes à feu en dehors du cadre de la légitime défense. Ainsi, les policiers obtenaient le droit de tirer non seulement

pour se défendre, mais aussi pour « défendre un lieu sous leur responsabilité ». En 2020, La « Loi de sécurité globale » permettait aux policiers de se promener armés dans les établissements publics. En 2022, un décret offrait la gratuité des voyages en train pour les policiers, mais à une condition : il fallait que ces agents soient armés dans les trains. Les policiers sont donc non seulement autorisés, mais encouragés à garder leur pistolet sur eux hors du travail.

En dehors du service, il arrive ainsi de plus en plus souvent que les armes des policiers créent du danger, des blessures, des morts. Dans la nuit du samedi 2 au dimanche 3 février 2019, un policier de la BAC de Nantes qui était chez lui sortait dans la rue avec son arme après avoir été « gêné par du bruit ». Et tirait sur un homme, le blessant gravement. Cela ne serait jamais arrivé s'il n'avait pas eu l'autorisation de garder son pistolet. La même année, à Nantes, un policier hors service rentrait chez lui à moto, avec son arme. Il avait chuté de son deux roues dans le centre-ville. Des fêtards lui avaient dérobé son arme qui était tombée au sol.

En avril 2020, à Noisy-le-Grand, en banlieue parisienne, un policier tirait avec son arme de service sur son voisin qui « faisait du bruit ». L'homme, gravement blessé dans son propre domicile frôlait la mort. En février 2020, un agent de la BAC de Toulon tuait sa femme avec son pistolet avant de se suicider. D'autres féminicides ou suicides ont eu lieu avec des armes de services conservées par des policiers. En 2020, un policier hors service tirait dans la rue sur Jean-Marie, un ouvrier qui bricolait un lampadaire, à Saint-Leu-la-Forêt. **Au moindre coup de sang, ces hommes ont accès à une arme.**

En juillet 2023, dans le train entre Annecy et Paris, un individu s'est emparé du pistolet d'un policier et a tiré dans le wagon, heureusement sans faire de blessé. La présence de cette arme létale à bord a créé du danger plus qu'elle n'en a empêché. Et enfin, donc, il y a le risque que des agents hors service passe à l'acte en solo, hors de toute procédure et arme au poing, comme cela a été le cas à Saint-Denis il y a deux jours.

On le voit aux USA, laisser ces armes en circulation et militariser la société démultiplie les risques.

(post de Contre Attaque)

- Le RN n'est pas qu'un attrape gogos déçus/perdus/fachés/enfumés par la TV, ou le naufrage de droitistes radicalisés, ou un club de bourgeois millionnaires repus qui adorent cracher sur la gauche et l'écologie tout en se présentant "anti-système", c'est aussi un gros repaire de racistes violents qui brûlent de passer encore plus des actes abjectes si leur parti gagnent du poids.

Par delà les blablas opportunistes sur les pseudos mesures sociales (vite retirées ou remises à plus tard), voici la réalité de ce qu'est le RN et de nombre de ses adeptes :



Dissolution / législatives : Après la sidération, résistance et offensive ?

TRIPLE AGRESSION RACISTE DANS L'HERAULT

L'insécurité existe aussi à la campagne. La preuve : le dimanche 23 juin, un commando circulant en 4X4 a commis une triple agression sur de très jeunes hommes, sur des bases racistes.

Les faits ont eu lieu à Mudaison, commune de 2.500 habitants près de Montpellier, où avait lieu une fête de village. Un étudiant originaire d'une autre commune et âgé de 19 ans, raconte l'agression raciste dont il a été victime le long d'un chemin : « Ils disaient que je venais de Djihad City en faisant référence à Lunel », la ville à proximité, comptant une communauté magrébine.

Il explique que vers 15 heures, alors qu'il marchait depuis la gare la plus proche, un 4X4 s'est arrêté derrière lui, et ses occupants lui ont sauté dessus et l'ont roué de coups avant d'essayer de le noyer.

« Quatre hommes m'ont saisi les bras et les jambes et m'ont jeté dans le canal puis m'ont plongé la tête sous l'eau, de force. Ils ont fait ça quatre ou cinq fois tout en me traitant de "sale arabe" et ont déclaré : "Tu n'as rien à faire ici" ».

Après l'avoir jeté dans le canal, ils lui ont maintenu la tête sous l'eau tout en continuant à le frapper, lui ont volé ses affaires, et ont brandi un couteau. Le jeune homme a réussi à s'échapper en courant, et a prévenu la gendarmerie.

Sa mère explique dans la presse : « Ce sont des sauvages, des chiens enragés. Ils ont failli tuer mon fils qui était simplement venu à Mudaison, avec deux copains, pour voir des taureaux. Ils lui ont demandé d'où il était et quand il a répondu de Lunel, ils l'ont roué de coups, l'ont traîné au sol et ont tenté de l'étrangler ».

Une heure plus tard, un autre lynchage au même endroit : cette fois-ci, c'est un jeune originaire de Lunel âgé de 16 ans qui a été tabassé par la même équipe.

Un sapeur-pompier en civil, âgé de 35 ans, extérieur à la commune a, lui aussi, été agressé le même jour et dans le même villages. D'autres personnes disent avoir été frappées. Toutes décrivent la même équipe, dans un véhicule tout terrain, menée par des hommes d'une cinquantaine d'années.

Tout semble indiquer qu'il s'agit d'une milice raciste qui s'est organisée pour tabasser les jeunes hommes non-blancs qui venaient à la fête du village. Étonnamment les grands médias si friands de faits divers n'en ont toujours pas parlé. Seul deux brèves dans la presse locale du sud de la France en font échos.

Les médias nationaux n'ont pas non plus parlé de l'explosion des violences racistes ces derniers jours

Les médias nationaux n'ont pas non plus parlé de l'explosion des violences racistes ces derniers jours, notamment le chauffeur de bus percuté par un automobiliste qui le traitait de « bougnoule », le lynchage raciste à Cessy dans l'Ain, les agressions commises sur des femmes voilées, ou encore de l'exécution sommaire d'un sans-papier algérien par un policier hors service en Seine-Saint-Denis.

Médiatiser ces actes risquerait de montrer ce que provoque, dans le réel, un climat d'extrême droite, et de compromettre le triomphe du RN dimanche. BFM et Cnews préfèrent s'acharner à diffamer la France Insoumise et monter en épingle des faits divers anxiogènes.

(posté par Contre Attaque)